

« CHRONIQUES ÉLECTORALES »

# Le vote des villes

Les élections municipales  
des 11 et 18 mars 2001

sous la direction de  
Bernard Dolez, Annie Laurent



PRESSES DE SCIENCES PO

**Sous la direction de  
Bernard Dolez et Annie  
Laurent**

**Le vote des villes**

**Les élections municipales des 11 et 18 mars  
2001**

2002



**SciencesPo.  
Les Presses**

# Présentation

Ni vague rose ni vague bleue. Le verdict des élections municipales de mars 2001 apparaît ambigu. Les vingt contributions réunies dans cet ouvrage mettent en évidence les ressorts du vote municipal : progression de l'abstention, impact de l'offre électorale et des campagnes sur les résultats, logiques socio-spatiales du vote, mécanique des reports de voix ou encore émergence d'un pouvoir métropolitain.

# Copyright

© Presses de Sciences Po, Paris, 2012.

ISBN numérique : 9782724681178

ISBN papier : 9782724608786

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales.

## S'informer

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit de vous abonner gratuitement à notre lettre d'information bimensuelle par courriel, à partir de notre site **Presses de Sciences Po**, où vous retrouverez l'ensemble de notre catalogue.

Avec le soutien du



[www.centre nationaldulivre.fr](http://www.centre nationaldulivre.fr)



**SciencesPo.**  
Les Presses

# Table

## **Introduction** (Bernard Dolez et Annie Laurent)

Vingt contributions, vingt regards

Le double visage de l'abstention

L'impact souvent décisif de l'offre électorale sur le vote

Les invariants des campagnes électorales

Au premier tour, les logiques spatiales ou socio-spatiales du vote

Au second tour, la mécanique différenciée des reports de voix

Au troisième tour, l'émergence d'un pouvoir métropolitain

## **Chapitre 1. Paris à contre-courant** (Daniel Boy et Jean Chiche)

La scène parisienne

Balises

Les résultats du premier tour

Les résultats du second tour

## **Chapitre 2. Lyon. La gauche a gagné la bataille du clivage** (Paul Bacot)

Une majorité à bout de souffle face à un électorat en mutation

Une campagne déséquilibrée pour une offre électorale éclatée

Un premier tour à qui perd gagne

Un second tour contre Millon

Les trois étages du troisième tour

## **Chapitre 3. Marseille. Continuité à contretemps ?** (Jean Viard)

Petit retour sur un passé de gauche

Les résultats de 2001

Un avenir plus incertain qu'il n'y paraît

## **Chapitre 4. Paris, Lyon, Marseille. Le mode de scrutin fait-il l'élection ?** (Bernard Dolez)

Les effets de la loi PLM sur la composition du conseil municipal :  
vote populaire et vote des arrondissements

Les effets de la loi PLM sur les comportements électoraux : une (légère) relocalisation du vote

### **Chapitre 5. Amiens. Sur quelques tendances à l'œuvre dans les transactions électorales** (Patrick Lehingue)

La prime au sortant et le charisme comme concepts écrans

Un scrutin de proximité ?

Règles du jeu électoral et empreintes discrètes du droit

Résultats des élections présidentielles et municipales à Amiens depuis 1988

### **Chapitre 6. Arles, loin de la scène politique nationale** (Christophe Traïni)

Une équipe sortante bicéphale

L'évocation des conjonctions politiques

Les challengers et l'esprit des lieux

Les charmes ambigus du cumul des mandats

Les verdicts des urnes et les compromis politiques

Dans l'arène politique locale, rien de nouveau ?

### **Chapitre 7. Béziers. Naissance d'un fief ?** (Corinne Escaffit et Emmanuel Négrier)

Conjurer l'instabilité chronique

Enrayer le déclin biterrois

Une victoire inédite

### **Chapitre 8. Bordeaux. La double confirmation d'Alain Juppé** (Vincent HOFFMANN-MARTINOT)

Du chabanisme au juppéisme

La majorité municipale facilement reconduite

Le coup de poker de la communauté urbaine de Bordeaux

### **Chapitre 9. Caen : Brigitte Le Brethon. De l'Abbaye aux Dames à l'Abbaye aux Hommes** (Anne-Laure Dom-Bedu)

La délicate constitution de l'offre électorale

Le premier tour : le rejet de la candidature Mexandeu

Le second tour : la victoire de Brigitte Le Brethon

### **Chapitre 10. Grenoble la victoire paradoxale de la gauche** (Pierre Martin)

La situation locale à la veille de la campagne municipale

L'offre électorale et la campagne

Les résultats du premier tour

L'offre électorale et la campagne entre les deux tours

Les résultats du second tour

Perspectives et conclusions

### **Chapitre 11. Le Havre. Autopsie du communisme municipal** (Michel Bussi et Frédéric Girault)

Maire de droite, ville de gauche

Du symbole national à l'enjeu local

Pourquoi Antoine Rufenacht a-t-il été plébiscité ?

Déclin du communisme municipal et redistribution des voix

Les conséquences de l'élection : « le syndrome havrais »

### **Chapitre 12. Lille. De Pierre Mauroy à Martine Aubry la transition inachevée** (Annie Laurent)

L'abstention, au palmarès des records français

Le contre-effet électoral de l'association de Lille et de Lomme

Les Verts et l'extrême gauche en mouvement

Le maintien du Front national

La liste de Martine Aubry : entre les tenailles des forces de gauche

Le nouvel échec de la droite

Une transition inachevée

### **Chapitre 13. Montpellier. « Victoire à domicile... »** (François Baraïze et Emmanuel Négrier)

Tirer politiquement parti de la croissance

Une offre politique fragmentée

Des identités en lutte

## **Chapitre 14. Nancy. Un quatrième mandat pour André Rossinot** (Étienne Criqui)

- Le contexte municipal
- L'offre électorale et la campagne
- Les résultats du premier tour
- Les résultats du second tour
- Le troisième tour

## **Chapitre 15. Roubaix. Entre recomposition politique et stabilité électorale** (Rémi Lefebvre)

- La trame de l'histoire locale
- Une configuration politique éclatée
- Entre recomposition électorale et stabilité politique

## **Chapitre 16. Rouen. Retour à la tradition centriste** (Michel Bussi et Frédéric Girault)

- L'offre électorale, reflet des divisions locales
- Circulation, pollution et agglomération
- Un premier tour conforme à la sociologie de la ville
- Comment Rouen a basculé entre les deux tours
- La communauté d'agglomération : prime ou handicap pour le président-maire sortant ?

## **Chapitre 17. Strasbourg. L'alternance inattendue** (Richard Kleinschmager)

- Le contexte politique local
- La droite en quête de leader pour une reconquête problématique
- Les déchirures de la majorité municipale
- Petites listes et extrême droite en embuscade
- Une campagne à la lumière des flammes du réveillon
- Le premier tour : les prémices du renversement
- Le second tour : la nette victoire de l'alliance des droites
- Une direction bicéphale
- Perspectives



**Chapitre 18. Toulouse. La pérennité de l'héritage centriste**  
(Julien Fretel)

Permanences et changements du contexte politique local  
La cristallisation des préférences politiques  
La tradition mise en mouvement

**Chapitre 19. Tours. La fin de l'ère Royer, le début de l'ère Germain ?** (Jean-Philippe Roy)

Positionnement dans les temps de la vie politique tourangelle  
Les trois temps de l'ère Royer : l'homme, l'incarnation, l'usure  
Entre ruine et renaissance : le champ politique tourangeau aujourd'hui  
Les municipales 2001, ou la légitimité confirmée du maire socialiste Jean Germain

**Chapitre 20. Vitrolles. L'enracinement de l'extrême droite**  
(Vincent Geisser *et al.*)

« Vitrolles-en-Provence », laboratoire politique et électoral du MNR ou la mise en scène d'un bilan municipal  
Une gauche divisée, une droite à la recherche d'une identité introuvable  
Au-delà du tabou électoral, l'enracinement et l'institutionnalisation du MNR

# Introduction

## Une approche locale des élections municipales

Bernard Dolez

Université Paris I, CRDC, Paris, CRAPS, Lille

Annie Laurent

CNRS-CRAPS, Lille

Les élections municipales sont-elles encore des élections locales ? Si, au début des années 1970, juristes et politistes tentaient d’appréhender « les facteurs locaux de la vie politique nationale » (Mabileau, 1972), l’objet des recherches électorales s’est progressivement déplacé, à tel point qu’en 1985 l’Association française de science politique organisait une journée d’étude consacrée à « la part du local dans les élections locales<sup>[1]</sup> », suggérant ainsi que celle-ci était désormais résiduelle. Dorénavant, les élections locales sont plus souvent étudiées par *le haut* que par *le bas* (Hoffmann-Martinot, 1992), ce qui ouvre la voie à la construction de modèles, tel celui des élections secondaires (Reif, Schmitt, 1980) ou celui des élections intermédiaires (Parodi, 1982), forgé à la suite de scrutins marqués par un recul de la coalition au pouvoir, mais dénués de tout caractère prédictif quant à l’élection nationale suivante : avant 1981, les cantonales de 1976 et de 1979, les municipales de 1977 ; après 1981, les cantonales de 1982, les municipales de 1983 et les européennes de 1984. Depuis lors, chaque scrutin fournit l’occasion de tester la résistance de ces modèles, d’en mettre à jour les limites et de les enrichir (Eijk et al., 1996 ; Marsh, 1998 ; Frogner, 2000).

À la veille des municipales et des cantonales de 2001, Jean-Luc Parodi prévoit pourtant des élections « dégouvernementalisées ». Il insiste alors sur le niveau de popularité du gouvernement et formule un pronostic sous forme de paradoxe : « Si l'impopularité du pouvoir fait reculer un peu partout ses partisans, il n'est pas assuré que sa popularité les fasse partout progresser<sup>[2]</sup>. » En d'autres termes, la « dégouvernementalisation » du scrutin provoquerait la « relocalisation » du vote. Ainsi, faute d'être reliées entre elles par un même enjeu susceptible de déterritorialiser l'élection, chacune des 36 000 consultations locales devrait être examinée pour elle-même, en fonction des enjeux qui lui sont propres, au premier chef la désignation d'une nouvelle équipe municipale.

Si les bilans agrégatifs restent nécessaires, il semble que le scrutin de 2001 se prête plus que de coutume à « la concurrence des interprétations » (Lehingue, 2001). En 1977 et en 1983, les élections municipales avaient été marquées par le succès de la gauche, puis par celui de la droite. En 1989 et en 1995, placés en début de cycle électoral, les scrutins municipaux avaient eu une moindre signification politique. Cette fois, arrivant un an avant la double confrontation du printemps 2002, la tentation était grande de renouer avec les canevas d'interprétation de 1977 et de 1983, et de lire le résultat des scrutins municipaux et cantonaux, jumelés pour la première fois, comme une anticipation des résultats de la présidentielle et des législatives à venir. Pour Jérôme Jaffré, même si « aucune vague bleue n'a déferlé sur la France [...] la gauche a perdu les élections », puisque les simulations électorales réalisées à partir du résultat des élections municipales et cantonales montrent qu'elle aurait perdu les élections législatives, si celles-ci s'étaient déroulées en mars 2001<sup>[3]</sup>. Gérard Le Gall, établissant un bilan du scrutin municipal dans les villes de plus de 3 500 habitants, conclut au contraire à la stabilité des rapports de force politiques en France : de 1995 à 2001, les gauches progressent, au premier tour, de 2 points dans les villes de plus de 3 500 habitants, tandis que les droites perdent 2,5 points ; au second tour, les bilans sont étonnamment stables puisque, si la gauche perd vingt villes de plus de 30 000 habitants (tout en gagnant Paris et Lyon), elle ne perd au total que quatorze villes de plus de 3 500 habitants (Le Gall, 2001)<sup>[4]</sup>. Mais les municipales laisseront sans doute une trace plus simple dans l'histoire électorale. Comme le souligne Pierre Martin : « La gauche gagne

Paris et Lyon sur la droite et subit une nette défaite dans le reste du pays. » (Martin, 2001.)

Quatre raisons principales nous ont conduits à renouer avec une lecture par le bas des scrutins de 2001 et singulièrement des élections municipales. La première tient à la nature même du scrutin et conduit à privilégier une approche locale d'une consultation qui est, et reste avant tout, locale. La seconde résulte des limites inhérentes à une approche agrégative de caractère national. Ce qui se passe ici n'est pas nécessairement identique à ce qui se passe ailleurs. Ce constat d'une relative hétérogénéité de l'espace national n'est pas nouveau et a conduit à relancer les recherches sur l'existence de « royaumes sans lieux » (Agnew, 1987, 1996), et plus largement sur les *localities*, qui permettent notamment de montrer l'influence du local sur l'acte de vote et de comprendre que l'agrégation de résultats locaux ne vaut pas nécessairement consultation nationale (Cooke, 1989). Le rapport du politique au territoire n'est pas donné une fois pour toutes. Ici, la vie politique tend à se nationaliser (Dolez, Laurent, 2001). Ailleurs, elle tend parfois à se relocaliser autour de nouvelles échelles comme le montrent les exemples de la Grande-Bretagne ou de l'Italie (Curtice et Steed, 1982 ; Johnston, 1989, 1993). La troisième raison s'appuie sur le constat, cette fois encore renouvelé par de multiples enquêtes pré-électorales, de l'intérêt des électeurs pour la dimension locale de la consultation, et de leur relatif désintérêt pour sa dimension nationale<sup>[5]</sup>. La quatrième résulte des premières analyses du scrutin de mars 2001, qui tendent à montrer que les campagnes, les enjeux et, surtout, les résultats doivent être resitués dans leur contexte pour comprendre localement l'issue, parfois surprenante, de la consultation et, surtout, pour mettre au jour *les* logiques auxquelles obéissent *les* élections municipales. L'analyse de quelques « terrains » permet de déceler les effets du contexte, du mode de scrutin, de l'offre, des enjeux locaux et de la campagne électorale et, le cas échéant, de mettre en lumière la mécanique des reports de voix d'un tour à l'autre.

## Vingt contributions, vingt regards

Le présent ouvrage rassemble vingt contributions consacrées à des

lieux, permettant d'étudier le scrutin au niveau où la sanction électorale est prononcée. Outre Paris, Lyon et Marseille (qui focalisèrent l'attention des médias nationaux mais qui présentent surtout la particularité d'être soumises à une même règle électorale dont on peut interroger les effets), ont été choisies des villes de conquête récente (Grenoble, Le Havre, Rouen, Tours) ou plus ancienne (Amiens, Bordeaux, Montpellier, Nancy, Strasbourg), quel que fut le verdict des urnes : si les villes marquées par une alternance politique retiennent évidemment l'attention (Rouen et Strasbourg), les autres méritent tout autant examen, l'observation du scrutin municipal permettant de mettre à jour les logiques auxquelles obéit le champ politique local et, surtout, de prendre *la mesure* du pouvoir majoral. Mais si l'on postule que détenir la fonction de maire est une ressource souvent décisive au moment d'engager la bataille électorale (la fameuse « prime au sortant »), il appartient d'en administrer la contre-épreuve. Dans cette optique, une place privilégiée a été accordée aux villes en jachère, où le maire élu en 1995 ne sollicitait pas six ans plus tard le renouvellement de son mandat (Arles, Caen, Lille et Toulouse) : les successions constituent des moments privilégiés qui permettent de se pencher tout à la fois sur les modes de transmission du pouvoir municipal et sur l'éventuelle redéfinition des règles du jeu politique local, susceptible de bouleverser la donne électorale. À cette liste, trois villes ont été ajoutées : Béziers, où un des ministres les plus en vue du gouvernement Jospin (Jean-Claude Gayssot) affrontait le maire sortant ; Vitrolles, que l'extrême droite avait pour ambition de conserver ; Roubaix, dont le maire sortant, élu sous l'étiquette UDF en 1995, se représentait en 2001 avec le soutien du Parti socialiste. Ces trois villes constituent autant de cas où, en raison des particularités de l'offre, arène politique nationale et arène politique locale étaient, plus qu'ailleurs, imbriquées.

L'échantillon ainsi constitué ne prétend nullement être représentatif de la réalité communale française, ni même du monde urbain. Il entend seulement fournir un éventail suffisamment large et varié de « cas », dont l'observation est susceptible d'aider à la compréhension du scrutin municipal. Au-delà des critères précédemment mentionnés, le choix des sites retenus n'obéit, sauf peut-être pour Paris, Lyon et Marseille, ni à un choix préétabli, ni au pur aléa. Deux éléments ont présidé à sa constitution : la volonté de choisir des villes suffisamment exposées pour que le récit du scrutin « parle » au

lecteur non autochtone, ce qui tend malheureusement à privilégier presque exclusivement les grandes villes ; le souci de disposer de contributions de première main, ce qui explique que l'échantillon constitué ressemble étrangement à la carte universitaire française.

Cet ouvrage peut être lu sur trois plans. Chacune des vingt contributions ici rassemblées peut bien entendu être lue seule, indépendamment des dix-neuf autres. Chacune analyse de manière irremplaçable le déroulement du scrutin dans le site étudié (constitution de l'offre, notations sur la campagne, mise au jour des enjeux, mention et commentaire des résultats). Si l'on pouvait craindre, avec quelques raisons, qu'une succession de regards monographiques soit relativement monotone, il nous semble, fort heureusement, que ce risque a été conjuré grâce à la diversité des approches retenues par les contributeurs, qui offre un second plan de lecture. Au-delà des frontières académiques (les contributeurs sont politistes, géographes ou juristes), l'ouvrage marie les regards : approches quantitative et qualitative ; synchronique ou diachronique ; entrée sociologique ou primat donné aux résultats ; attention portée aux enjeux locaux de l'élection ou à l'inscription du scrutin dans le contexte intercommunal ; sociologie du local ou approche socio-spatiale ; données de sondage ou données agrégées ; focale large (la commune) ou plus réduite (le quartier, voire le bureau de vote) ; observation du jeu politique local ou des itinéraires individuels des électeurs (éventuellement grâce au dépouillement des listes électorales au lendemain du scrutin) ; approche critique des données ou mise en évidence des leçons du scrutin, etc. Ce sont bien vingt regards différents qui sont proposés au lecteur, rappelant ainsi que les études électorales locales n'obéissent pas à un schéma unique. À l'invitation de Frédéric Bon et de Jean-Paul Cheylan, ces vingt contributions sollicitent plusieurs échelons géographiques d'analyse et multiplient les pistes de recherche (Bon, Cheylan, 1988). Elles suggèrent bien souvent des hypothèses qui mériteraient d'être validées par d'autres scrutins ou sur d'autres terrains.

En dépit de la diversité des approches (ou grâce à elles ?), l'ouvrage permet néanmoins de tirer quelques leçons des élections municipales de mars 2001 ou, au contraire, de nuancer quelques vérités assénées au lendemain du scrutin. Une démarche pointilliste, centrée sur l'étude des lieux, n'interdit pas d'esquisser un bilan plus général de la consultation électorale. Bien au contraire, nous avons la conviction

que seule la compréhension du scrutin à son niveau le plus fin autorise l'assertion de remarques plus générales. Sans prétendre fournir une explication « totale » du scrutin, ce troisième plan de lecture, transversal, permet de mettre au jour quelques lignes de force.

## **Le double visage de l'abstention**

Alors que les élections de 1977 et de 1983 avaient été marquées par une forte mobilisation électorale (respectivement 21,1 % et 21,6 % d'abstention), celles de 1989 et de 1995 avaient enregistré des taux d'abstention élevés (respectivement 27,2 % et 30,6 %). Avec 32,6 % d'abstention, les municipales de 2001 constituent un nouveau record. La croissance de l'abstention mérite d'autant plus d'être soulignée qu'elle s'accompagne d'un phénomène socialement moins visible : la chute du taux d'inscription sur les listes électorales. Bordeaux, par exemple, a gagné 5 000 habitants entre les recensements de 1990 et de 1999, mais compte aujourd'hui 6 000 électeurs de moins qu'en 1989. Le phénomène est assez général, puisqu'on l'observe également à Amiens, à Marseille, à Montpellier ou à Roubaix. Non-inscription et abstention se conjuguent ainsi pour faire de la non-participation la principale modalité du rapport des habitants au scrutin municipal. Mais la structure de l'abstention retient autant l'attention que son niveau. On sait que la participation électorale municipale obéit à des facteurs multiples, certes difficiles à ordonner, mais dont on peut repérer la logique (Hoffmann-Martinot, 1992) : le degré d'urbanisation, l'offre électorale, la perception des enjeux... influent sur la participation électorale, et la dernière élection municipale permet une nouvelle fois de le vérifier.

Plus intéressante peut-être, la carte de l'évolution de la participation depuis 1995 apparaît structurée autour d'une ligne Nantes/Belfort : même si la France du Nord compte quelques villes où l'abstention est en recul (dont Paris), c'est en effet au nord de cette ligne que se situent les villes où l'abstention progresse le plus fortement (Lehingue, 2001). Au-delà de la singularité des lieux, l'évolution de l'abstention semble obéir à une logique urbaine, voire métropolitaine (ainsi, dans l'agglomération lilloise, l'abstention progresse de 9,2 % à

Lille, de 9,4 % à Tourcoing et de 9,8 % à Roubaix par rapport à 1995), mais aussi sociale, puisqu'elle croît surtout dans les villes de tradition ouvrière. Toutefois, si la gauche a parfois souffert d'une moindre mobilisation de son électorat, comme à Grenoble, les analyses menées au niveau du quartier ou du bureau de vote, à Amiens, à Lille ou à Roubaix ne parviennent pas à mettre en évidence un abstentionnisme différentiel. À Amiens, si l'abstention progresse partout, le mouvement est moins marqué dans les quartiers bourgeois ou dans les quartiers populaires caractérisés par les grands ensembles que dans les quartiers où prédomine un habitat plus individuel mais également plus modeste. À Tours, la gauche a même tiré profit de la progression de l'abstention, y compris dans les quartiers populaires et dans ceux où l'habitat est mixte, ce qui vérifie le théorème jadis établi par Philip Converse : « Toutes choses égales par ailleurs, chaque force politique se renforce dans ses fiefs quand la participation électorale diminue. » (Martin, 2000.) Inversement, les effets de l'accroissement de la participation ne sont pas uniformes. Si elle a pu ici ou là profiter à la droite, en revanche, la mobilisation du corps électoral a favorisé les victoires de Bertrand Delanoë à Paris et de Gérard Collomb à Lyon.

L'abstention reste, à l'évidence, un phénomène électoral complexe, et il convient, au lendemain des municipales de 2001 plus que jamais, de se garder de toute tentation d'en faire une lecture univoque. Plus exactement, distinguer les « abstentionnistes hors jeu » et les « abstentionnistes dans le jeu » politique (Jaffré et Muxel, 2000) conduit à s'interroger sur le rôle des abstentionnistes et, par voie de conséquence, sur celui de ceux qui se mobilisent. Dans une élection municipale, la « question » (Lancelot, 1984) posée au corps électoral variant d'un lieu à l'autre, on comprend mieux que la participation ou l'abstention recouvre un sens politique différent selon le contexte politique local. Sur un questionnement proche, l'analyse du scrutin à Caen permet de lever un coin du voile. Dans cette ville, le « parti blanc » avait décidé de présenter une liste à l'occasion du scrutin, qui a recueilli 8 % des suffrages exprimés à l'issue du premier tour. Cette liste engrange d'autant plus de suffrages, quartier par quartier, que la participation électorale est forte. En d'autres termes, une partie des abstentionnistes caennais sont prêts à réintégrer le jeu, pour peu que l'éventail électoral leur permette d'exprimer leur choix ou, plus exactement, leur refus d'exprimer un choix. Il faut d'ailleurs



remarquer que, dans cette ville, l'abstention ne progresse pas d'un tour à l'autre : les électeurs du « Parti blanc » ne quittent pas le jeu au second tour, même s'ils ne le perturbent pas.

## **L'impact souvent décisif de l'offre électorale sur le vote**

La lecture transversale des contributions met en lumière le rôle déterminant du contexte local : si l'union ne garantit certes pas la victoire, la division précipite souvent la défaite. Quatre des dix-neuf villes étudiées basculent de droite à gauche (Paris et Lyon) ou de gauche à droite (Rouen et Strasbourg) à l'occasion du scrutin. Une « incroyable confusion » règne au sein de la droite parisienne. À Lyon, la majorité est « à bout de souffle », ravagée par la dissidence de Charles Millon. À Strasbourg, l'effet de contraste est saisissant entre une gauche déchirée et une droite soudée autour du tandem Keller-Grossmann, tandis qu'à Rouen la fracture entre socialistes et écologistes obère les chances de succès de la gauche au second tour. Encore faut-il souligner que la gauche conserve de justesse la mairie de Grenoble, alors qu'elle était largement majoritaire au soir du premier tour. En définitive, Arles semble être le seul cas où la gauche n'a pas souffert de ses divisions, le PC en profitant toutefois pour ravir la mairie au PS.

*A fortiori*, la division suffit souvent à annihiler tout espoir de conquête. Divisée, la droite est incapable de contester le leadership de Georges Frêche à Montpellier ou celui de René Vândierendonck à Roubaix. Et la gauche, qui entretenait quelques espoirs à Béziers, Caen, Le Havre, Nancy, Toulouse et Vitrolles, doit d'abord rechercher en son sein les raisons de sa défaite. À Béziers, Jean-Claude Gayssot a dû batailler ferme pour s'imposer face à Alain Barrau, sans jamais réussir à surmonter les préventions du maire de Montpellier. À Caen, les socialistes se déchirent sous l'œil résigné de leurs responsables nationaux. Au Havre, le candidat investi par la gauche, le communiste Daniel Paul, ne parvient pas à éviter ni la constitution d'une liste menée par Paul Dhaille (député PS), ni celle d'Éric Donfu, ancien président du groupe socialiste au conseil municipal. À Nancy, André Rossinot parvient à attirer sur sa liste

celui qui menait la liste socialiste en 1995, Jean-Louis Thiébert, tandis que Pierre Bardelli, conseiller régional, se retire finalement de la liste conduite par Jean-Yves Le Déaut (PS). À Toulouse, François Simon est concurrencé par les Verts, les Motivé-e-s et trois listes d'extrême gauche. À Vitrolles, enfin, communistes et socialistes partent à la bataille en ordre dispersé, face à Catherine Mégret (MNR). Les sondages pré-électoraux ont, presque toujours, sous-estimé les conséquences politiques de ces conflits qui ont contribué à éloigner la perspective d'une alternance en décrédibilisant souvent ceux qui y étaient mêlés.

Certaines contributions reviennent en détail sur la composition des listes (Bordeaux, Montpellier, Nancy ou Rouen). Elles insistent sur la curieuse alchimie qui préside à leur constitution, livrant au passage quelques secrets de fabrique : équilibres politiques, parité, renouvellement, représentation des quartiers, etc. Elles mettent parfois au jour des éléments d'ordre biographique, soulignant, ici ou là, la dimension héréditaire du mandat de conseiller municipal. Mise en lumière d'une réalité sociale ou simple tropisme ? Toutes mettent l'accent sur la place accordée aux universitaires et singulièrement aux professeurs de droit, dont le lustre ne semble pas faiblir. À Montpellier, par exemple, l'Université est une véritable « pépinière », puisque, durant la mandature 1995-2001, le conseil municipal ne comptait pas moins de quatorze universitaires en son sein (gauche et droite confondues), ce qui tendrait à confirmer que l'éligibilité est le fruit du capital social des postulants.

## **Les invariants des campagnes électorales**

Certaines contributions rendent compte de la manière de *faire* campagne, de l'image que les candidats donnent à voir d'eux-mêmes, ou de leur action. À Amiens, la campagne du maire se résume à trois traits : « Personnalisation, dépolitisation et localisation des enjeux. » À Tours, la campagne de Jean Germain obéit à des principes voisins. À Béziers, la pratique politique de Raymond Couderc est « fondée sur trois ressorts : une présence continue sur le terrain, une relativisation des enjeux idéologiques et [...] une modestie à l'égard des nouveaux enjeux d'action publique ». On voit là se dessiner les invariants de la

campagne de tout maire sortant, soucieux de dessiner en creux le portrait d'un adversaire dénué de charisme, animé par des préoccupations strictement partisans et peu au fait des dossiers locaux. Mais tout principe connaît ses exceptions. À Arles, Paolo Toeschi (PS), qui a succédé à Michel Vauzelle en cours de mandat, joue d'un autre registre. Loin de personnaliser la campagne, il s'affiche avec son prédécesseur. Loin de dépolitiser le scrutin et de localiser les enjeux, il met en avant la chance que représente, pour sa ville, la conjonction politique qui permet aux socialistes de gouverner la France, la région, le département et la ville. Si le maire sortant mène campagne autrement, n'est-ce pas parce qu'il a déjà intériorisé la défaite ? D'ailleurs, au soir du premier tour, il est devancé par Hervé Schiavetti, ancien premier adjoint (PC) au maire qui, lui, a personnalisé, dépolitisé et localisé la campagne.

Au-delà d'un répertoire qui évoque furieusement le *Petit manuel de campagne électorale* de Quintus Cicéron, on voit là se dessiner les lignes de force du champ politique local. En 2001, Toulouse constituait sans doute le lieu idéal pour observer les rouages sociaux du pouvoir local. La principale inconnue du scrutin reposait sur la capacité de Philippe Douste-Blazy à activer pour son propre compte des réseaux sociopolitiques déjà constitués. Et la principale leçon du scrutin est la suivante : « La force du système Baudis, dont a pu hériter Philippe Douste-Blazy, est d'avoir convaincu une frange très importante des couches populaires de soutenir une entreprise politique de droite. » De l'autre côté de l'échiquier politique, la candidature des Motivé-e-s s'appuie sur un paradoxe : elle dénonce le fonctionnement de l'arène politique locale tout en multipliant les appels à l'engagement citoyen.

Quant aux modalités de la campagne, elles apparaissent assez classiques. Tout juste note-t-on l'irruption des sondages, qui semblent battre, pour la première fois, le rythme d'une campagne locale. Qu'ils se soient ou non localement trompés apparaît, avec le recul, secondaire. En revanche, il n'est pas anodin que des enquêtes pré-électorales aient été menées dans les dix-neuf villes de notre échantillon, saturant en quelque sorte le paysage politique. On note enfin, pour l'anecdote (?), la présence de Bernadette Chirac qui, tel le furet, est passée ici et là (à Nancy, Le Havre, Tours, Paris, pour ne citer que les villes retenues dans cet ouvrage).

## **Au premier tour, les logiques spatiales ou socio-spatiales du vote**

Quatre contributions rendent compte de ces logiques. Celle réalisée, par quartier, à Paris montre que, depuis 1995, l'évolution du vote Vert est liée aussi bien à celle de la droite qu'à celle de la gauche, mais les transferts ne sont pas concentrés dans les mêmes quartiers : les Verts progressent au détriment de la droite dans les quartiers de droite, et au détriment de la gauche dans les quartiers de gauche. L'analyse écologique du vote, toujours par quartiers, met en lumière des électors socialement différenciés : le vote Tiberi est corrélé à la proportion d'artisans et commerçants et de cadres supérieurs ; le vote Séguin, à la proportion d'inactifs et de personnes âgées ; le vote FN, à la proportion d'ouvriers et d'employés. La ville du Havre permet de mieux comprendre les ressorts du post-communisme municipal : si l'influence du PC continue de s'éroder, le mouvement n'est pas territorialement uniforme. Depuis 1995, le PC maintient son influence dans les grands ensembles de la ville haute ; en revanche, il s'effondre dans la zone industrialo-portuaire, où un habitat pavillonnaire vétuste se mêle à des logements HLM plus ou moins récents. La géographie strasbourgeoise du vote, qui permet de mieux saisir les ressorts de la victoire de Fabienne Keller, met en évidence un phénomène identique : la percée de la droite dans les quartiers socialement mêlés, où un habitat social diffus côtoie des zones pavillonnaires. Enfin, la ville de Roubaix offre un cas de figure unique, puisqu'elle permet d'observer la recomposition territoriale du vote, suite au ralliement de René Vandierendonck à la gauche. Même s'il apparaît aujourd'hui moins structuré territorialement qu'il y a six ans, le vote pour le maire sortant s'est fortement recomposé, puisqu'il épouse très largement les contours des zones de force traditionnelles de la gauche. De façon symétrique, le vote de droite est, en 2001, très fortement corrélé au vote Vandierendonck de 1995. « Tout se passe comme si une normalisation du jeu politique local s'était opérée », même si la recomposition politique n'est pas achevée.